



Communiqué de presse

**Présidence française des G8 - G20 :
« Nouveau monde, nouvelles idées »... nouvelle transparence ?**

Paris, le mardi 5 avril 2011 – Jeudi 7 avril, des ONG françaises rencontrent Nicolas Sarkozy pour discuter de l'agenda de la présidence française des G8 et G20. Les organisations membres de l'Action mondiale contre la pauvreté (AMCP) et de Coordination SUD demandent au Président de la République que ce rendez-vous marque le début d'une véritable démarche de concertation avec la société civile française avec des étapes, un calendrier de travail et des moyens mis à leur disposition. Elles demandent que soit garanti l'accès des ONG aux sommets dès leur préparation, et de mettre en œuvre les conditions nécessaires à la transparence du processus.

Que cela soit à Toronto ou en Corée, la transparence n'est pas l'apanage des derniers sommets des G8 et G20 ! Alors que jusqu'en 2009, les organisations de la société civile avaient accès aux mêmes informations que la presse, depuis 2010 le dispositif de sécurité musclé les écarte des lieux des négociations : centre alternatif coupé du centre des médias, diffusion tardive des communiqués de presse, écrans ne retransmettant que quelques discours officiels, etc. **« Nicolas Sarkozy a annoncé vouloir travailler à l'appropriation citoyenne de la présidence française des G8 et G20, et a confié au député Jean-Marc Roubaud, en juillet 2010, une mission dans ce sens. À ce jour, on est en-deçà de presque tous les sommets en termes de transparence et d'implication de la société civile ! »** déclare Nathalie Péré-Marzano, coordinatrice de l'AMCP.

L'agenda des négociations aborde de multiples questions liées au développement, s'appuyant souvent sur des propositions portées par la société civile depuis des années : taxe sur les transactions financières pour financer le développement, lutte contre la volatilité des prix agricoles et contre les paradis fiscaux, mouvements citoyens pour la démocratie et les Droits de l'homme, etc. Les organisations de la société civile sont des acteurs-clés de ces sujets, du terrain au plaidoyer. **« Il apparaît inconcevable que la présidence française mette le développement à l'ordre du jour sans prévoir le dispositif nécessaire pour entendre l'expertise des ONG sur le sujet ! »** déclare Jean-Louis Vielajus, président de Coordination SUD.

Face au silence du gouvernement devant les sollicitations des ONG, et en amont du rendez-vous du 7 avril, l'AMCP et Coordination SUD demandent au Président de la République de :

- 1. Garantir la transparence du processus et la participation de la société civile dès la préparation des sommets.** Les négociations n'ont pas lieu durant les sommets, mais en amont lors des réunions préparatoires entre hauts-fonctionnaires ou « sherpas ». Il est essentiel pour les ONG françaises de connaître la constitution de ces groupes de travail, d'avoir accès aux documents de travail, et d'être consultées par voie d'auditions ou de contributions écrites sur leurs sujets d'expertise, pour avoir une voix au chapitre.
- 2. Permettre à la société civile, pendant les sommets, d'accéder aux espaces de négociations pour rencontrer les décideurs, aux sources d'information et au centre des médias, afin de suivre les décisions en temps réel.**

Contact presse

Isabelle Brachet, 01 48 58 21 85